

Séance ordinaire du mardi 6 février 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le six février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Nature en ville et biodiversité

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Clare HART ayant donné pouvoir à Tasnime AKBARALY, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absents / Excusés :

Jacques DOMERGUE, Flora LABOURIER, Joëlle URBANI

Rapport sur la situation de la Ville de Montpellier dans la prise en compte des objectifs de développement durable - Année 2023

Madame Marie MASSART, Adjointe au Maire, rapporte :

En application de l'article 255 de la loi Grenelle 2, dont les dispositions ont été introduites dans le Code général des collectivités territoriales (CGCT), et en référence à la circulaire du 3 août 2011 relative à la situation en matière de développement durable dans les collectivités territoriales, la Ville de Montpellier est tenue de présenter, préalablement au débat sur le vote du budget, un rapport sur la situation en matière de prise en compte du développement durable.

Conformément aux évolutions réglementaires intervenues depuis, la présentation de ce rapport s'effectue suivant les cinq finalités du développement durable, définies par le Code de l'environnement :

- La lutte contre le changement climatique ;
- La préservation de la biodiversité, la protection des milieux et des ressources, ainsi que la sauvegarde des services qu'ils fournissent et des usages qui s'y rattachent ;
- La cohésion sociale et la solidarité entre territoires et entre générations ;
- La transition vers une économie circulaire ;
- L'épanouissement de tous les êtres humains.

Un sixième chapitre identifie les éléments de méthode inhérents au développement durable : la participation des acteurs et actrices et de la population, le pilotage et la transversalité des démarches, l'évaluation et la stratégie d'amélioration continue.

Des indicateurs de suivi sont présentés lorsque les données sont disponibles. Ce rapport dessine également quelques perspectives envisagées par la Ville pour l'année 2024.

La lutte contre le changement climatique

Action phare : une feuille de route pour le développement des énergies renouvelables sur le patrimoine communal

Depuis plus de 30 ans, la Ville de Montpellier s'est engagée dans une politique énergétique active de sobriété énergétique. Au fil des années, elle a développé la production d'énergies renouvelables sur son propre patrimoine. En 2020, la Ville a mis en place une délégation au patrimoine municipal et à la sobriété énergétique, mettant en avant la nécessité d'économiser les énergies et les ressources au sein de la Collectivité. Cette politique demande à être accélérée avec la hausse importante du coût de l'énergie et les effets reconnus des émissions de gaz à effet de serres des énergies fossiles. Le Plan de Sobriété Énergétique adopté en octobre 2022 détaille les actions d'accélération de la transition énergétique du patrimoine communal réalisées et à mettre en place. L'objectif est ainsi d'augmenter de 127% la production d'énergies renouvelables sur le patrimoine communal entre 2021 et 2030, grâce à des investissements de 2,7 millions d'euros par an jusqu'en 2026.

La production d'électricité par panneaux photovoltaïques est une réalité sur 16 bâtiments communaux et les données de production sont traitées en régie. L'Hôtel de Ville, neuf écoles, deux piscines, une médiathèque et trois autres installations produisent une partie non négligeable de l'énergie consommée, à l'échelle du patrimoine ; cela représente environ 1,5% de la consommation énergétique patrimoniale. Ces 16 sites ont une puissance cumulée de 1MWc, une production annuelle moyenne de 1,13GWh / an et génèrent des recettes de plus de 200 000 euros par an (principalement en vente directe sur le réseau).

Au printemps 2023, le groupe scolaire Lucie-Aubrac – Samuel-Paty est devenu le premier site de production sur la Ville de Montpellier en autoconsommation collective, en accord avec les évolutions récentes de la réglementation. L'installation d'une puissance de 78 kWc (390m² de panneaux solaires), permet de produire un peu plus de 100 000 kWh par an.

Par ailleurs, en matière d'urbanisme durable, sont à noter de nouvelles initiatives pour reconstruire la ville sur elle-même. La relance en 2022 du processus de création des Folies architecturales du XXI^e siècle à Montpellier vise, sur des fonciers maîtrisés situés à proximité du réseau développé de transports en commun, à proposer des programmes immobiliers répondant à trois critères principaux : l'originalité et l'audace en matière de création architecturale ; l'innovation et la mise en œuvre de principes ambitieux du développement durable au service de la construction de ces immeubles ; la recherche de réponses à apporter à une société à une société plurielle (mixité sociale, programmations originales, vivre-ensembles, culture, services partagés, solidarité et sociabilité, activités et mixité fonctionnelle, entre autres). Les nouvelles Folies architecturales se développeront dans les différents quartiers de Montpellier.

La poursuite des efforts de modernisation du parc d'éclairage public de la Ville, avec le double objectif de baisser les consommations énergétiques et de lutter contre la pollution lumineuse est une autre action exemplaire en matière de lutte contre le réchauffement climatique. À ce titre, en 2023, 2 243 points lumineux d'ancienne génération ont été remplacés par des luminaires de technologie LED portant ainsi à 65,7 % la part du parc d'éclairage public de la ville en LED. Tous les luminaires remplacés en zone résidentielle sont par ailleurs programmés pour baisser leur intensité de 50 % entre 23h et 5h du matin. Par ailleurs, l'expérimentation d'extinction complète de certains grands axes strictement routiers a été poursuivie en 2023. Ce sont ainsi 410 points lumineux qui sont concernés sur Montpellier. Une analyse des données d'accidentologie a permis de confirmer l'absence d'augmentation des accidents de la route sur ces secteurs éteints. En 2023, s'est achevé le déploiement des modules de télégestion dans toutes les armoires de commande d'éclairage de la Ville de Montpellier, soit 450 unités, entraînant ainsi des gains en consommation d'énergie et en coûts de maintenance. A la suite de l'adoption du Plan Lumière de la Métropole en octobre 2023, la Ville en met en œuvre les orientations afin de concilier les enjeux esthétiques, sécuritaires, environnementaux, sanitaires, économiques et sociaux de l'éclairage public, et privilégie une gestion différenciée de l'éclairage suivant les usages constatés sur chaque type de voirie.

La préservation de la biodiversité, la protection des milieux et des ressources

Action phare : une ambitieuse stratégie de renaturation de la Ville

Malgré une pression démographique importante, la Ville de Montpellier a su préserver de nombreux espaces verts et naturels, et vise désormais à développer « *la ville nature* », afin d'améliorer le cadre de vie, de contribuer au développement de la biodiversité mais aussi de favoriser l'adaptation de la Ville aux effets du réchauffement climatique. Pour cela, plusieurs initiatives ont été engagées, notamment l'opération « *50 000 arbres* », un vaste programme de plantation avec un objectif de 50 000 arbres supplémentaires d'ici 2026. Plus de 15 000 arbres ont été plantés à ce jour dans le cadre de cette initiative. Ces plantations font la part belle aux espèces locales et sont l'occasion de tester l'adaptation de nouvelles essences exotiques. La diversification des formes végétales est également privilégiée, afin d'aboutir à une mosaïque de paysages, intéressante pour la biodiversité.

Les bons de végétalisation continuent par ailleurs à rencontrer un succès croissant : ce dispositif permet d'accompagner les habitants et les habitantes dans un projet de végétalisation de l'espace public. Trois types de bons de végétalisation existent : le microfleurissement, sur un trottoir en façade de bâtiment ; la végétalisation de pieds d'arbre existants ; et l'arbre fruitier, à planter dans les jardins. En 2023, 962 microfleurissements ont été accompagnés, 221 pieds d'arbres végétalisés et 624 arbres fruitiers distribués.

Pour poursuivre l'adaptation des cours d'écoles aux effets au réchauffement climatique, quatre nouvelles cours d'écoles ont été désimperméabilisées en 2023 (écoles Aquitaine, Dickens, Heidelberg, Pottier-Sibélius), portant à 11 le nombre d'écoles ayant bénéficié de cette mesure entre 2021 et 2023. Les travaux de terrassement et de plantations ont été accompagnés d'animations, dans le cadre d'une co-construction du projet avec les enfants et la communauté éducative. Cette désimperméabilisation a permis la déconnexion des réseaux d'eaux pluviales, d'améliorer la lutte contre les îlots de chaleur, mais également de sensibiliser toute la communauté éducative au cycle de l'eau et à la biodiversité.

La Ville de Montpellier est par ailleurs engagée depuis plusieurs années dans une politique de gestion rigoureuse de la ressource en eau. C'est pourquoi elle a souhaité s'inscrire dans la démarche de labellisation « *Commune Économe en Eau* » lancée par l'Agence Locale de l'Energie et du Climat Montpellier Métropole en 2021. En 2023, la Ville a été labellisée pour la seconde année consécutive « *Commune Économe en eau* » millésime 2023, sur les actions menées en 2022, comme par exemple : le suivi régulier des 350 compteurs d'eau « *bâtiments* » télé-gérés, l'amélioration de la connaissance du patrimoine grâce à la géolocalisation, l'économie de plus de 487 807 m³ d'eau, grâce à la détection rapide de fuites, l'équipement progressif des installations avec des équipements hydro-économes et la sensibilisation des référents de bâtiments aux économies d'eau.

La cohésion sociale et la solidarité entre les territoires et les générations

Action phare : le SLIME, un outil de repérage et de lutte contre la précarité énergétique

Le programme SLIME est piloté par le CCAS avec 952 ménages bénéficiaires depuis 2018 (dont 220 en 2022). Il consiste en un diagnostic à domicile pour déterminer l'état du bâti, des équipements, les usages, pour analyser les contrats d'énergies, les factures et les consommations. Ensuite, de petits équipements permettant de faire des économies sont proposés aux ménages en fonction des problématiques identifiées, ainsi qu'une sensibilisation aux écogestes pour améliorer les usages. Un rapport est remis au ménage et permet de l'orienter vers des solutions durables et personnalisées (travaux, changement d'équipement, entretien d'équipements, meilleure utilisation des équipements, changement de fournisseur et de contrat, relogement). Le programme prévoit également des ateliers de sensibilisation à la précarité énergétique et une participation à la journée nationale contre la précarité énergétique, ainsi que l'animation d'un réseau de donneurs d'alerte et de partenaires. Une réflexion est en cours pour renforcer le SLIME sur la Ville et l'étendre à l'ensemble des communes de la Métropole, avec une candidature déposée fin 2023 auprès de l'organisme national en charge de la coordination de ce programme.

Les aides à la rénovation énergétique et à la lutte contre la précarité énergétique ont par ailleurs été poursuivies. Trois types d'aides sont proposées aux habitants : des aides à la rénovation énergétique des logements pour les propriétaires occupants et bailleurs, une aide via les compagnons bâtisseurs à l'auto-réhabilitation des logements et une aide au paiement des factures énergétiques via le Fonds Solidarité Logement.

Par ailleurs, la Ville porte de multiples projets destinés à lutter contre les discriminations, que ce soit envers

les femmes, les personnes LGBTQI+ ou les réfugiés, avec par exemple la participation à la seconde édition du concours de Pocket films « *Montpellier pour l'égalité !* » sur le thème « *le droit des femmes à disposer librement de leur corps* », l'accueil d'une Master class de l'Unesco contre le racisme et les discriminations, ou le soutien à la journée mondiale des réfugié.e.s 2023 sur le thème « *femmes et exil* ».

La Ville poursuit également ses efforts en faveur d'une ville inclusive, que ce soit pour les personnes en situation de handicap ou les personnes âgées. Ainsi elle a participé à la 30^e journée internationale des personnes en situation de handicap avec des démonstrations de sports adaptés et des exemples de la mise en situation de la vie quotidienne, afin de promouvoir le droit à l'accès aux sports et à la culture, non seulement en tant que spectateur mais aussi en tant qu'acteur, pour les personnes en situation de handicap.

Après avoir adopté son plan « *Bien vieillir* », la Ville prépare une candidature au label « *Ville Amie des Aînés* » porté par l'Organisation Mondiale de la Santé et le « *Réseau francophone Ville amie des Aînés* » pour 2024. Ce plan stratégique du « *Bien vieillir* » repose sur un diagnostic participatif et un état des lieux de toutes les politiques publiques visant à faciliter le « *parcours senior* », en associant les acteurs et les usagers. Il propose une vision à 360° pour construire une ville adaptée en diversifiant les formes d'habitat et en facilitant le cheminement à travers la ville. Il vise à permettre à chacun de profiter de tout ce que peut offrir la ville en termes d'offre de loisirs et de culture et en préservant sa santé.

La Mission Sécurité Civile poursuit, quant à elle, ses efforts de sensibilisation, formation et acculturation à la gestion des risques naturels ou industriels et des situations de crise, avec notamment une participation à la seconde édition de la « *Journée nationale Tous Résilients face aux Risques* », organisée chaque 13 octobre à l'initiative de l'Etat.

Au sein des services de la Ville, 2023 a vu la création d'un service Responsabilité Sociétale de l'Employeur (RSE) au sein du Pôle Ressources Humaines, mutualisé avec la Métropole. Ce service a vocation à piloter et coordonner les actions qui s'inscrivent dans la politique de promotion de la diversité et de lutte contre les discriminations de l'administration.

La Ville s'est par ailleurs fixée comme objectif d'obtenir une double labellisation « *Diversité et Egalité Professionnelle* ». Ces deux labels, propriétés de l'Etat, permettent à la structure candidate ou labellisée d'évaluer ses processus de ressources humaines et de les faire progresser pour répondre aux objectifs de lutte contre les discriminations. Délivrées par AFNOR Certification, ces labels reconnaissent et font connaître les bonnes pratiques de recrutement et d'évolution professionnelle valorisant l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et/ou la prévention des discriminations et la diversité dans la sphère du travail. L'audit de la Collectivité a été conduit en octobre 2023.

La transition vers une économie circulaire

Action phare : Mise en œuvre et suivi du Schéma de Promotion des Achats Socialement et Ecologiquement Responsables (SPASER)

La transition écologique, sociale et solidaire portée par la Ville de Montpellier implique une mobilisation de tous les leviers stratégiques possibles. L'achat public constitue incontestablement l'un de ces leviers. La Collectivité s'est ainsi dotée en 2022 de son premier Schéma de Promotion des Achats Socialement et Ecologiquement Responsables (SPASER). Structuré autour de quatre axes majeurs, ce document stratégique et transversal vise à instaurer une culture commune de l'achat public durable. Assurer un suivi et une évaluation du SPASER est une étape clé dans la mise en œuvre de la feuille de route portée par la Ville, avec pour objectifs d'ici 2026 que 100% des marchés publics comportent une considération environnementale et 30% des marchés publics comportent une considération sociale. Afin de garantir l'atteinte de ces objectifs, de mesurer les progrès accomplis et les actions déployées, et conformément aux exigences réglementaires, 17 indicateurs de performance ont été identifiés sur les trois axes opérationnels du SPASER, permettant le suivi et un premier niveau d'évaluation, qui sera également accompagné d'une analyse qualitative destinée à valoriser les démarches exemplaires en matière d'achat durable engagées par la Ville.

Sur le terrain économique, la Ville a élaboré une nouvelle feuille de route pour le développement du commerce de proximité et un plan d'actions sur l'attractivité commerciale du centre-ville. Le commerce est une composante essentielle de l'économie du territoire, il s'agit d'activités économiques génératrices de richesse et d'emplois non délocalisables (36 000 emplois à l'échelle de la Métropole, 21 600 sur la Ville). Il est aujourd'hui confronté à deux grands défis : renouveler son modèle dans un contexte économique tendu et concurrentiel, marqué par l'impact des nouvelles technologies sur les façons de consommer ; et répondre aux

exigences de qualité environnementale et urbaine, ainsi qu'aux objectifs de transitions énergétique et climatique. C'est pourquoi la Ville a décidé de se doter d'une feuille de route afin de favoriser un développement harmonieux du commerce sur son territoire. Elle se traduit par trois engagements : favoriser l'attractivité commerciale de Montpellier, structurer une offre commerciale et artisanale harmonieuse sur l'ensemble du territoire et créer ensemble le commerce et l'artisanat de demain.

Afin de participer activement à la réorientation de la richesse produite localement vers les acteurs du territoire, Montpellier Méditerranée Métropole a adhéré à l'association ADESL, gestionnaire de la monnaie locale « *la GRAINE* ». Les principales actions de la convention visent à promouvoir la monnaie locale sur le territoire de la Métropole et donc de la Ville de Montpellier.

Sur le plan de l'alimentation, la Ville a soutenu une expérimentation d'une caisse alimentaire commune. Dans le cadre du programme national « *Territoires à VivreS* », 26 organisations du territoire montpelliérain se sont regroupées pour concevoir une expérimentation visant à lutter contre la précarité alimentaire en favorisant l'accès à une alimentation durable pour tous. Il s'agit d'explorer de nouvelles formes de solidarités et de coopérations territoriales autour de l'alimentation, qui puissent répondre aux problèmes d'inégalités d'accès à une alimentation de qualité et de santé publique, tout en contribuant au développement d'un système alimentaire local plus démocratique, écologique, solidaire et inclusif. A la suite d'un travail de réflexion dans lequel la Ville de Montpellier a été associée, il a été décidé de mettre en place une Caisse Alimentaire Commune inspirée du principe universel de Sécurité Sociale de l'Alimentation. Cette caisse vise à favoriser l'accès des habitant.es à des aliments sains, produits dans des conditions écologiques, et de contribuer au développement de l'agriculture locale et de circuits de distribution durables (en termes de santé, d'environnement, d'égalité d'accès, de juste prix pour les producteurs, etc.). La Ville de Montpellier a soutenu ce projet en octroyant une subvention de 15 000 € à l'association FR CIVAM Occitanie, permettant d'abonder la caisse alimentaire commune.

L'épanouissement de tous les êtres humains

Action phare : un ambitieux Plan Ecoles 2030

Le Plan Ecoles 2030 s'inscrit dans le cadre d'une forte ambition éducative de la Ville, et fait suite à la démarche prospective concertée « *Montpellier École 2030* » lancée en septembre 2021 en lien avec l'Éducation nationale. Cette concertation a été précédée d'un travail avec les enfants (via le conseil municipal des enfants et les accueils de loisirs) puis ouverte à l'ensemble de la communauté éducative sous plusieurs formes : une plateforme collaborative sur laquelle les habitants pouvaient faire part librement de leurs propositions, des ateliers participatifs thématiques autour de trois axes : une école accueillante, une école au cœur du quartier et une école de la transition. Outre l'ensemble des actions menées pour faciliter la réussite de tous les élèves (hausse de la dotation par élève, grand plan de soutien scolaire, refonte des activités périscolaires, équipement numérique des salles de classe), le Plan Ecoles 2030 prévoit des investissements dans les écoles publiques de la Ville à hauteur de 400 millions d'euros. Ces investissements comprennent la construction de nouveaux groupes scolaires, la rénovation du patrimoine scolaire, notamment thermique dans un objectif de sobriété énergétique, la réalisation de selfs dans les restaurants scolaires, la création de cours végétalisées, la mise en accessibilité des bâtiments scolaires et la réalisation de rues aux écoliers. Ce Plan Ecoles 2030 a pour ambition de répondre aux besoins liés à la démographie scolaire dans les nouveaux quartiers, d'adapter les établissements scolaires au changement climatique, de faciliter l'adaptation des locaux à certains dispositifs pédagogiques et enfin d'améliorer les conditions d'accueil et de travail de la communauté éducative.

En 2023, quatre nouvelles rues ont été rendues aux écoliers, portant à 15 le nombre de rues fermées ou réaménagées en proximité d'écoles pour assurer la sécurité des enfants.

Montpellier a également été la première ville française à intégrer le réseau international « *Ville à hauteur d'enfants* ». Ce réseau né en Italie compte actuellement plus de 200 villes européennes, hispanophones d'Amérique centrale et du Sud dans 15 pays à travers le monde, qui travaillent au changement de leur paradigme grâce à la philosophie et aux propositions du projet de Francesco TONUCCI. L'idée centrale est de favoriser le changement, de « *révolutionner* » la manière de gouverner la Ville en prenant les enfants comme paramètre des décisions politiques avec la conviction que « *une bonne ville pour les enfants est une bonne ville pour tous* ».

Afin de mieux lutter contre certaines inégalités, la Ville a par ailleurs souhaité faire évoluer la grille d'attribution des places en crèches. Elle gère l'attribution de plus de 1 340 places proposées par les crèches

municipales et par les crèches partenaires qu'elle finance. Consciente des enjeux majeurs liés à la Politique Petite Enfance, la Ville a souhaité réorienter les critères d'attribution des places autour de trois grandes priorités : contribuer à la socialisation pour lutter contre les inégalités ; agir pour favoriser l'accès à l'emploi et prioriser les carrières des femmes ; et prévenir les vulnérabilités auxquelles sont exposées les femmes seules avec enfants. C'est ainsi que dans le cadre d'une expérimentation sur 2023-2024, la Ville a défini quatre principes de réorientation des critères d'attribution : une cotation des demandes établie à partir de différents critères dont celui du revenu (quotient familial) ; une étude prioritaire par les assistants de service social des situations particulières ; la prise en compte des capacités réelles d'accueil de chaque établissement et une régulation des places attribuées visant à rompre la reproduction des inégalités sociales et à préserver la mixité sociale dans les établissements.

Situation de la Collectivité au regard des éléments de méthode du développement durable

Action phare : les rencontres du Maire « Montpellier change avec vous »

La Ville a souhaité proposer un système innovant de rencontres dans les sept quartiers de la Ville, afin d'aller au-devant des habitants, et présenter les politiques publiques, la trajectoire et le devenir de chaque quartier. Ces rencontres ont permis des temps d'échanges avec les conseils de quartier, conseils citoyens, agents de la Collectivité et des satellites (TAM, ACM), associations, mais aussi des temps ouverts à tous les habitants (kiosque mobile, réunion publique, balade urbaine et apéritif républicain...). L'évaluation réalisée pour évaluer la perception du dispositif par les participants a permis d'identifier les points forts et les points d'amélioration de cette initiative, qui a réuni 2 500 participants lors de sept réunions publiques, et permis plus de 100 rencontres avec les acteurs locaux.

En interne, l'élaboration du projet d'administration a été finalisée en 2023, et ce document de référence a été largement diffusé à l'ensemble des agents afin de guider leurs pratiques. Un module de sensibilisation aux enjeux climatiques et de transition énergétique a été déployé depuis avril 2023 : en six mois, 224 agents de la Ville ont été formés.

Lauréate du label Cit'ergie en 2019, la Ville a engagé en 2023 le processus de renouvellement de cette labellisation, qui est mutualisée avec la Métropole de Montpellier. Ce label de dimension européenne récompense les collectivités mettant en œuvre des politiques climat-air-énergie ambitieuses. En 2019, la Métropole et la Ville de Montpellier avaient obtenu 58 % de la note maximale du référentiel du label, ce qui leur avait permis d'obtenir une labellisation « 3 étoiles ». Elles visent désormais une labellisation « 4 étoiles », possible à partir d'un seuil de 65%.

La Ville a enfin présenté en 2023 une nouvelle candidature au label France Résiliences France collectivités. Remis par le Haut Comité Français pour la Résilience Nationale, ce label permet d'évaluer la préparation des collectivités à la gestion des risques en s'intéressant plus particulièrement aux grands piliers de la gestion des risques (la protection, la prévention, l'information et la gestion de crise) et aux politiques publiques et activités liées à la sécurité civile : risques naturels, technologiques, sanitaires, menaces (cyber-sécurité, attentat), sécurité publique, grand rassemblement. La Ville de Montpellier s'est vu décerner ce label avec 3 étoiles en 2022 pour son niveau de préparation et ses capacités de résilience. Ce label a vocation à devenir un outil de suivi et d'amélioration continue de la résilience collective de la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte de la présentation du rapport de développement durable 2023 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil municipal prend acte.

Fait à Montpellier, le 16 février 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 février 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 2023_RDD_Ville.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240206-253195-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/02/24
Réception en Préfecture : 19/02/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.